

la loi générale des régions tropicales, comme les jeunes, il s'était laissé enlacer par les chaînes du noviotage, chaînes d'autant plus puissantes qu'elles paraissent plus douces. Donc, il était le novio de la séduisante Pepita Pena et flirtait avec constance et entrain. On se rencontrait au logis de la belle, sous le matronage de la vieille tante, également au palais quelquefois; on se lorgnait à l'Alameda et au Paseo; souvent même la promenade du soir, en voiture, se transportait aux champs poétiques, sous les verts ombrages où le coupé du Maréchal se rencontrait, comme par hasard, avec le cotche de la tante; on mettait pied à terre et on déambulait côte à côte dans les sites solitaires.

On en était là, lorsqu'arriva le bal costumé. Les préparatifs marchaient leur train et les couturières ne savaient plus où donner de l'aiguille.

Le palais du quartier général avait revêtu une toilette appropriée au caractère du mardi gras. Ce n'était plus l'ornementation imposante et guerrière du bal donné à Maximilien, mais bien une parure plus frivole dont des merveilles fleuries formaient l'élément principal.

L'heure solennelle du bal sonna enfin et les invités se ruèrent en foule joyeuse dans le labyrinthe mondain du palais, défilant individuellement devant le Maréchal que nous entourions et lui mimant les révérences et les saluts les plus étranges et toujours conformes au costume de chacun ou de chacune. Puis, tout se confondit en une *Olla podrida* polychrome, bruyante, grouillante et fortement suggestive. L'orchestre, drapé dans une originalité peu banale, attaqua soudain les mesures entraînantes de l'héroïque quadrille d'*Orphée aux Enfers*. C'étaient trente Pierrots de toutes couleurs qui, en agitant leurs larges manches flottantes sur les violons et les basses, les trombones et les flûtes, produisaient un effet irrésistible.

Il y avait de tout, dans cette exhibition plus ou moins extravagante qui remplissait les salons. Les regards, surpris mais captivés, erraient du « grave au doux, du plaisant

au sévère »; car au milieu de cette foule aux mille surprises, pétillante de grâce, de sourires, on rencontrait aussi les excentriques classiques pour toute fête artistique bien comprise. Dans cet ordre d'idées folâtres, le grand premier rôle était tenu par le capitaine d'état-major Magnan, fils du Maréchal de France, merveilleusement métamorphosé en vieux grognard des grenadiers de la vieille garde, et désopilant par ses boniments pleins d'esprit, parfois assez gaulois, qu'il débitait avec une conviction empoignante, mais dont le caractère particulièrement chauvin produisit un extraordinaire effet dans cette réunion composée presque en majorité d'étrangers à nos gloires nationales.

Du reste, en dehors des nombreux officiers en uniforme, l'élément militaire français donna en masse et avec éclat dans le champ du travestissement, appliquant à la composition des costumes et des accoutrements les plus funambulesques, la pratique ingénieuse et artistique de nos fêtes similaires de Paris, et les portant avec l'esprit malin et le sentiment d'assimilation qui caractérise les joyeux de notre race. Enfin, la verve et la gaieté étaient consciencieusement entretenues par les vapeurs de notre champagne qui coulait à flots.

La société mexicaine était brillamment, même somptueusement représentée par des costumes nationaux d'une splendeur et d'une richesse extraordinaires. Ceux des hommes étaient presque tous en peau, mais en peau chargée de broderies d'or et de pierreries. J'ai vu des vestes dont les boutons énormes étaient en or massif, rehaussés en leur milieu par une pierre de grande valeur; des calçoneras (culottes ouvertes sur les côtés) garnies, de haut en bas, de boutons formés d'une grosse perle, flottant suspendue par une chaînette d'or, des sombreros couverts de broderies merveilleuses semées de saphirs, diamants et autres pierres fines. J'y ai admiré notamment le couvre-chef d'un banquier de Mexico, el Senior Lamadrid, qui représentait dix mille piastres; une fortune!

Dans le clan du beau sexe, c'était un éblouissement délicieux. D'une part, la beauté parée des merveilles de la joaillerie; d'autre part, la grâce naïve et pleine de charmes des Indiennes d'autrefois dans leurs costumes de fêtes, en guirlandées de fleurs, avec leurs noires chevelures disposées en longues tresses tombantes ou roulées sur le front.

Dans ce firmament, où brillaient tant d'étoiles de tous éclats, il en était une de moyenne grandeur qui pourtant attirait particulièrement l'attention et les regards, surtout ceux du maître de la maison, dont elle semblait être l'étoile polaire : c'était Mlle Pepita Pena, pleine de grâce, de sourires, de séductions calculées, dans un éclatant et coquet costume de velours grenat qu'avait dû porter jadis l'épouse d'un Magyar hongrois. Elle semblait rayonner dans ce palais, au milieu du concours brillant et sélect des grands du monde du Mexique. Mais si les yeux la suivaient dans ses moindres gestes, les langues aussi s'occupaient d'elle. Combien de propos malicieux s'échangèrent sous le manteau... de l'oreille; bien des sourires narquois plissèrent des lèvres roses ! C'est qu'en effet c'était une novia peu ordinaire. Quelle odysée commençait !

Cependant le clou du bal fut, vers minuit, l'entrée aussi solennelle qu'inattendue de la tribu des Kinkapoo. Ils étaient cinq Peaux-Rouges, précédés par deux officiers d'ordonnance qui, faisant office de licteurs, écartaient la foule, en se dirigeant vers le Maréchal, à qui je venais d'annoncer la visite d'hôtes imprévus. En tête, s'avancait le grand chef de la tribu, *Œil des lumières*, portant sur le cœur la médaille de Louis XV; ce personnage était représenté d'une façon impeccable et dans tous ses atours de gala par le lieutenant-colonel d'état-major Loysel. Derrière venaient, par deux, les quatre chefs de second ordre : c'étaient l'*Enfant qui tête*, rôle joué par M. Dehaut, employé du ministère de la Guerre français, attaché au quartier général, et la *Neige tourbillonnante* représentée par le commandant d'état-major Willette, premier aide de camp du maréchal Bazaine; enfin, derrière,

suivaient le *Plumeau radieux*, porté magistralement par M. Jean Beaucé, peintre d'histoire, et le *Tomahawk sanglant*, que rendait terrible M. X..., inspecteur des Finances.

C'est ainsi qu'après des formes cabalistiques de salutation et de vénération, le grand chef aborda le Maréchal et lui présenta les quatre satellites de son pouvoir. Puis, il lui adressa une palabre discrètement exprimée dans un dialecte polyglote anglo-franco-kinkapoo, où les auditeurs purent reconnaître des accents pathétiques. En effet, l'*Œil des lumières*, invoquant le grand manitou des visages pâles, suppliait le grand chef français de protéger la cause kinkapoo et d'obtenir qu'on accordât à la tribu si fidèle envers la France, de nouveaux territoires de chasse, assurant avec fermeté que sa reconnaissance et son dévouement ne feraient jamais défaut au Mexique dont les ennemis seraient les siens. A ce moment, *Tomahawk sanglant* brandit son arme terrible et jeta sur la foule émue les éclairs d'un regard terrifiant, *Neige tourbillonnante* s'agita frémissante et *Plumeau radieux* se hérissa. C'était empoignant et.... désopilant !

Après un sérieux bien difficile à conserver, le Maréchal répondit par des remerciements narquois, accompagnés de promesses vaporeuses. Alors, nos nobles hôtes se répandirent dans le grand salon où ils promènèrent leurs visages étonnés. Mais les plus étonnées furent les femmes lorsqu'elles découvrirent que les costumes étaient si scrupuleusement nature que, si le corps des Kinkapoo était vêtu étrangement et fidèlement conforme aux modes des Peaux-Rouges, leurs jambes ne l'étaient pas du tout ; car elles n'avaient pour se dissimuler que les tatouages merveilleusement artistiques dont les avait enduites le pinceau du peintre Jean Beaucé. Ce fut une explosion de fous rires. Dès lors, le charme était rompu, le réalisme ressaisissait ses droits; les faux Kinkapoo reprirent leur verve gauloise et, se munissant pour danseuses de jolies Indiennes du Mexique, ils exécutèrent, au milieu des transports d'allégresse de la ga-

lerie, un quadrille échevelé, fantastique, qui aurait fait merveille au temps jadis où le bal Mabile, de savoureuse mémoire, faisait aux Champs-Élysées, avec ses excentricités chorégraphiques, le bonheur des Parisiens amoureux d'une douce gaieté fût-elle un peu légère ! Après tout n'étions-nous pas au mardi gras ?

Il convient d'ajouter, comme effet caractéristique de cet emballement, que, pendant toute la durée du triomphe des Kinkapoos, l'*Etoile polaire* fut éclipsée, car le Maréchal s'amusa comme un sous-lieutenant. Je crois même qu'au fond, il aurait volontiers proposé à *Œil des lumières* de lui faire vis-à-vis au quadrille !

Cet intermède comique, ayant pour scénario la reproduction d'un événement fortuit et des plus naturels, introduit au milieu d'une fête privée et au caractère uniquement carnavalesque, était bien inoffensif. Pourtant il fut travesti à son tour et présenté par la chronique étrangère d'une façon absolument scandaleuse et cela sous l'inspiration et pour les besoins d'une politique de mauvaise foi comme on en trouve trop souvent en usage chez certains gouvernements.

J'ai dit précédemment que le Gouvernement français avait entamé des négociations avec celui de Mexico pour obtenir l'exploitation, au profit de la France, des mines non dénoncées de la Sonora, donnant au Mexique une part des produits qui viendraient en déduction des sommes importantes que ce pays devait et devrait à la France. Jusqu'à ce moment, inspiré par les plus néfastes influences, Maximilien avait fait la sourde oreille et n'avait pas voulu consentir à cette combinaison si avantageuse pour son Empire, faisant ainsi le jeu de ses ennemis. D'autre part, les Etats-Unis, désormais débarrassés de la situation dans laquelle les tenait la guerre de Sécession, se ressaisissaient et, tranquilles sur le sort de *leur propre existence*, reprenaient hardiment l'application de leur inqualifiable doctrine Monroë. Ils accusaient nettement une hostilité injustifiable à l'égard de l'Empire de Maximilien et de l'intervention française,

hostilité presque ouverte qui avait succédé à une sympathie non avouée à l'égard de la cause de Juarez, et se manifestait par des secours matériels de guerre, mal dissimulés.

A cette époque, les Etats-Unis incitaient plus que jamais Juarez, découragé cependant, à reprendre la lutte contre l'Empire et l'intervention. Ils lui promettaient même l'appui effectif de troupes devenues disponibles par la fin de la guerre fratricide qu'ils venaient de soutenir, en échange de la cession de la Basse-Californie et de la Sonora. Pour justifier cette dernière concession devant l'opinion publique chez eux, ils s'efforçaient de faire croire que la France voulait s'annexer cette province.

D'autre part, le Gouvernement de Washington voyait avec effroi le mouvement d'émigration des Confédérés vaincus vers le Sud, c'est-à-dire le Mexique, où ils constitueraient assurément, pour l'avenir et leurs vues ultérieures, un élément de résistance qui pourrait être redoutable. Il fallait à tout prix empêcher cette émigration.

Dans cet ordre d'idées, la visite des chefs de la tribu sudiste des Kinkapoos à l'Empereur Maximilien et au maréchal Bazaine, fut un des petits moyens mis en œuvre, une arme à deux tranchants, qui servit à exciter l'opinion publique et à justifier à ses yeux la politique agressive qu'on allait suivre. Voici, en effet, comment fut écrite, par une plume américaine, l'histoire des Kinkapoos, sous la forme fallacieuse d'une innocente chronique, indignement travestie.

« Le maréchal Bazaine, fut fort contrarié, lorsque, à un bal costumé qu'il donnait à son palais de San-Cosme, un certain journaliste français, appelé Barrès, se fit apporter sur un haut brancard, travesti en chef indien; le brancard était porté par six soi-disant Indiens de la Sonora. Arrivé en face du Maréchal, un grand silence de curiosité s'étant fait dans la salle où la chose se passait, Barrès descendit de son brancard, et, dans un beau discours préparé d'avance, il offrit la province de la Sonora au Maréchal, et, se prosternant devant lui, l'acclamait « Vice-Roi » de la Sonora.

Le Maréchal eut peine à contenir sa colère, et tourna sur ses talons. Tableau ! Si la foudre était tombée au milieu de cette foule parée, elle eût produit moins d'effet. On se demandait à quoi en voulait venir Barrès, que l'on savait avoir des sympathies libérales et républicaines. Cherchait-il à démasquer des intentions ou même des intrigues secrètes du Maréchal, ou avait-il simplement voulu le flatter ? »

Une pareille interprétation de l'histoire est tellement inouïe que je m'abstiens de tous commentaires, de toutes réflexions ; ils pourraient être trop sévères ! C'est une note que je me suis borné à indiquer ; elle ne sera pas démentie par les événements de l'avenir.

Cependant, les quelques fêtes qui, parfois, faisaient une éclaircie ensoleillée dans le ciel sombre de la vie sociale, politique et militaire, n'étaient, hélas ! que trop éphémères et, leurs charmes sitôt savourés, à une nuit de plaisirs, de joies plus ou moins folles, succédaient des semaines de labeurs ingrats.

L'Empereur avait fait déjà beaucoup de décrets sur toutes espèces de choses, et dont le plus grand nombre édictaient des mesures irréalisables pour le moment ou parfois même absolument inutiles. Cette avalanche de dispositions, de règlements, circulaires, lettres aux ministres, eut pour premier résultat de rendre ridicule ce souverain naissant, qui semblait jouer avec les instruments du pouvoir. Il y avait cependant dans cette production intensive deux préoccupations qui, en dehors de celles de la politique étrangère, s'imposaient comme les plus urgentes et les plus graves : c'étaient l'organisation de l'armée et celle des finances, toutes deux destinées, du reste, à être la pierre d'achoppement de l'Empire, bien qu'elles dussent le faire vivre d'abord et le défendre ensuite. La question finances était donc la plus urgente ; tout le monde le sentait et le proclamait, mais on ne faisait rien de sérieux. Du reste, le problème était, au fond, insoluble, étant donné l'action incohérente de Maximilien. Ce prince, en effet, dépensait sans compter et créait chaque

jour de nouvelles dépenses ; mais en revanche il ne faisait à peu près rien pour se procurer des recettes. Il ne cherchait même pas à sonder la profondeur du gouffre des dettes du Mexique et à mesurer la valeur des ressources ordinaires susceptibles de le combler. Aussi, avait-il été impossible, pour l'année 1865, d'établir le budget des recettes, tandis que celui des dépenses s'accusait de lui-même, en grande partie au moins, car, en raison des imprévus résultant de l'initiative inconsidérée de l'Empereur, on ne pouvait jamais tabler sur rien de précis. Les financiers, venus de France pour régler ces affaires, étaient constamment mis en échec par des fantaisies inattendues. En outre, le gouvernement de Maximilien ne remplissait aucun des engagements pris par lui à Miramar, notamment en ce qui concernait les créances françaises pour lesquelles on avait décrété d'affecter douze millions à prendre sur l'emprunt contracté avant de quitter l'Europe. Comme cette somme n'avait pas encore été partagée entre les intéressés en 1865, le ministre de France avait très logiquement demandé au Gouvernement mexicain que ce retard fût au moins compensé par l'affectation et le paiement d'un intérêt au taux légal du pays. Mais le Gouvernement fit la sourde oreille et ne se pressa pas de donner satisfaction à cette juste exigence. Alors le Gouvernement français se fâcha et adressa à celui du Mexique un ultimatum qui devait compliquer gravement ses affaires financières. En effet, cette décision française, prise le 14 mars 1865 et notifiée au ministre de France à Mexico ainsi qu'au maréchal Bazaine, contenait en particulier les dispositions suivantes : « Le trésor français ne fera à l'avenir aucune avance au Gouvernement mexicain à quelque titre que ce soit, à moins que le Gouvernement de S. M. l'Empereur Maximilien n'ait donné son adhésion définitive aux propositions suivantes : » Sans aller plus loin dans l'examen du document officiel français, il faut bien apprécier le caractère comminatoire de cette déclaration, car celle-ci a été le générateur de toutes les difficultés plus ou moins graves,

plus ou moins aiguës qui se sont produites ultérieurement entre le Gouvernement de Maximilien et les deux représentants de la France au Mexique, surtout le maréchal Bazaine. C'est faute de connaître cette décision française ou d'en tenir compte, qu'on s'est laissé aller trop souvent à des accusations non justifiées à l'égard des événements ultérieurs et qu'on a fait inconsidérément une application injuste de ce document et de ses conséquences funestes. Il est évident, que si les propositions visées par cet ultimatum n'étaient pas acceptées ou que si, admises en principe par le Gouvernement mexicain, elles n'étaient pas appliquées, le Maréchal était obligé de se conformer à la prescription formelle de la France et de se refuser à fournir aucun subside.

Il faut reconnaître, cependant, que les propositions envoyées de Paris étaient d'une exécution difficile pour le Gouvernement mexicain, étant donné surtout la façon dont Maximilien gérait ses affaires financières. Il fallait remettre au trésor français, pour satisfaire aux réclamations de nos nationaux, les dix millions dont le prélèvement était déjà admis sur le premier emprunt contracté en 1864 et cinquante autres millions à prendre sur le second emprunt qu'on allait contracter. Il fallait, en outre et surtout, rembourser à la France les avances faites par elle pour les services militaires, expéditions ou opérations entreprises au Mexique depuis l'avènement de Maximilien, et pour la construction du chemin de fer, etc... Mais l'obligation la plus dure était la remise de la direction et de la perception des douanes de tous les ports de l'Empire aux agents de l'administration française qui les gèreraient pour le compte du Gouvernement mexicain. Si cette obligation était douloureuse, elle était pourtant tout à l'avantage du Gouvernement impérial, car elle éviterait les dilapidations fabuleuses qui se produisaient dans ce service, augmenterait ses ressources et faciliterait ainsi les versements qu'il devait faire à la France. Les clauses de l'ultimatum étaient plutôt une menace pour rappeler à une sage administration le Gouvernement de l'Empereur

Maximilien, des instructions confidentielles étant envoyées au maréchal Bazaine pour apporter un certain tempérament à l'exécution de ces mesures quelque peu draconiennes, ce qui allait rendre la situation très délicate. Dans la mesure et dans l'application de ce tempérament, il allait être bien difficile, sinon impossible, de satisfaire tous les intérêts ou toutes les passions. Et pourtant la situation du Maréchal était déjà plus délicate qu'il ne convenait, ainsi que je l'ai fait remarquer et qu'il le sentait lui-même. Dès la fin de l'année 1864, il avait signalé et fait apprécier par son ministre, le maréchal Randon et conséquemment l'Empereur Napoléon, l'état d'esprit qui commençait à se développer autour de Maximilien et les dispositions systématiquement hostiles de l'entourage de ce souverain. Bazaine agissait déjà avec une perspicacité prudente qui devait le mettre à couvert, dans l'avenir, des effets des plus abominables intrigues ourdies dans tous les milieux et même, ce qui est pénible à dire, dans l'esprit de quelques chefs placés sous ses ordres. Et pourtant, je puis affirmer que, depuis cette époque, commencement de 1865, il a toujours tenu son Gouvernement au courant des évolutions successives, ouvertes ou occultes, ainsi que des intrigues ténébreuses et déloyales qui se tramèrent sans cesse autour de l'Empereur Maximilien. J'ai suivi pas à pas la marche de cette politique à la Machiavel, qui a abouti au désastre final, et j'ai encore sous les yeux la preuve de la loyauté, de la sincérité et de la sûreté de vue du maréchal Bazaine, en relisant les minutes de tous les rapports politiques que, pendant les deux dernières années du drame mexicain, il a adressés à son Gouvernement, par chaque courrier partant pour la France, c'est-à-dire tous les quinze jours. Le Maréchal apportait dans cette volumineuse correspondance une grande modération et une sage prudence; il ne disait pas tout et passait souvent sous silence des détails de procédés qui, de la part des agents de Maximilien ou des membres de son Gouvernement, manquaient de correction et qu'il se contentait de relever avec

une fière dignité, tenant toujours très haut la considération due par tous, là-bas, au premier représentant de la France qui avait fait ces gens-là ce qu'ils étaient. Ainsi, bien informé, le Gouvernement français commençait à reconnaître les défauts caractéristiques de Maximilien et, tout en appréciant les dangers de la situation, il faisait cependant tous ses efforts pour les conjurer, mettre en échec les inconséquences du souverain et les paralyser. Aussi, il ne cessait d'envoyer des financiers d'élite pour gérer les affaires de finances. C'est ainsi qu'en cette année 1865, arriva M. Bonnefons, dont on aurait voulu faire le ministre des Finances de l'Empire mexicain, au moins temporairement. Mais la camarilla impériale ne l'entendit pas ainsi, sous l'influence de M. Eloin et autres conseillers intimes. Aussi les affaires continuèrent, dans le désordre et le gaspillage, à marcher vers la ruine !

Cette situation était d'autant plus pénible pour le Maréchal qu'il sentait parfaitement combien était gêné le Gouvernement de l'Empereur Napoléon vis-à-vis de la France elle-même, justement inquiète de voir se prolonger notre intervention alors qu'il semblait tout naturel que, dès lors qu'un gouvernement autonome était établi au Mexique, il n'y avait plus de raisons pour continuer à occuper ce pays.

La question paraissait simple aux esprits, en France, qui n'avaient vu dans notre action au Mexique que la réparation des dommages causés à nos nationaux, qui n'avaient pas été initiés aux projets d'une portée plus vaste, conçus par l'Empereur et devaient amener une solution d'importance capitale pour la France, projets que les considérations de politique intérieure ne permettaient pas de formuler *urbi et orbi*. Dans ces conditions, l'opinion publique, considérant que le pays était à peu près entièrement pacifié, comptait bénévolement que les Gouvernements français et mexicain allaient appliquer les stipulations du traité de Miramar, que les questions financières qu'il comportait allaient être réso-

lues et que nos troupes commenceraient sans tarder à rentrer en France.

Ces idées étaient tellement acquises dans l'esprit public que l'Empereur, dans son discours du trône au corps législatif en cette année 1865, s'était senti obligé d'annoncer le prochain rapatriement du corps expéditionnaire. Cependant, l'Empereur envisageait déjà combien allait être difficile la réalisation de cette déclaration. Alors il envoya l'ultimatum financier qui fit frissonner tous les organes du Gouvernement de Maximilien et déclencha bien des colères. En même temps, son ministre de la Guerre envoyait des instructions pour préparer le premier renvoi de troupes. Dès lors, pour le maréchal Bazaine, commença une situation des plus difficiles. Placé entre l'enclume mexicaine et le marteau français, il ne pouvait rien faire pour l'accomplissement de son devoir, sans mécontenter à peu près tout le monde. Il allait être réduit à faire trop pour les uns, pas assez pour les autres, et à devenir la tête de turc sur laquelle on devait frapper de tous côtés, toujours aveuglément et avec la plus grande injustice.

Mais, si la situation du Maréchal était pénible, il faut, en toute équité, reconnaître que celle de l'Empereur Napoléon ne l'était pas moins. Quelque conformes que fussent ses intentions avec les déclarations qu'il avait faites à la nation française, il était parfois obligé par les événements de revenir sur des décisions prises et des ordres donnés par lui. La situation se modifiait si rapidement au Mexique et de façons si imprévues ou invraisemblables, qu'en raison du temps considérable que nécessitait l'échange des communications, les circonstances qui avaient permis de donner des ordres étaient transformées de manière à faire revenir sur ces ordres donnés. On battait ainsi des contre-temps regrettables, parfois funestes. Aussi, je ne crains pas d'affirmer que si, alors, comme aujourd'hui, nous avions pu disposer d'un fil télégraphique entre Mexico et Paris, l'expédition

mexicaine eut eu un dénouement tout autre que celui qui s'est produit par la force même des choses.

Nous eûmes, dès le commencement de 1865, un exemple fâcheux des inconvénients résultant de cette obligation où était Napoléon III de revenir sur des décisions prises. Il avait été stipulé, dans le traité de Miramar, qu'une partie des troupes françaises seraient rapatriées dès 1865 et, ainsi que je l'ai rappelé, l'Empereur en avait donné l'assurance au corps législatif. Le Maréchal, pressenti, avait fait connaître qu'après la prise de Oajaca, la première brigade venue au Mexique serait renvoyée en France. Or, par suite de la rapidité avec laquelle fut menée cette expédition, l'échéance promise arriva plus promptement qu'on ne le supposait à Paris. Dès le mois de mars, la brigade à renvoyer fut acheminée vers Vera-Cruz. Mais, le 1^{er} de ce mois, l'Empereur, qui ignorait encore la chute de la forteresse, fut impressionné par les nouvelles parties du Mexique à la fin de janvier, qui laissaient découvrir à l'horizon bien des points noirs, notamment l'hostilité des Etats-Unis, qui se manifestait déjà de façon inquiétante. L'Empereur, dis-je, écrivit au Maréchal une lettre importante où perçait déjà le sentiment d'appréhensions malheureusement trop justifiées, et par laquelle il lui donnait des conseils fort sages mais d'une application difficile sinon impossible. Il l'invitait, en particulier, à ne pas trop disperser ses troupes, à les remplacer par des colonnes mexicaines. Hélas, l'Empereur ne supposait pas que là était le difficile. En raison de l'incertitude que les fautes et les indécisions de Maximilien avaient répandue partout, on pouvait compter de moins en moins sur l'action de ces troupes, tandis que les partisans de Juarez allaient, au contraire, reprendre confiance.

Il est vrai qu'on aurait pu, tout au moins, confier ce rôle de détachements poussés au loin, aux légions belge et autrichienne; mais un pareil emploi de ces troupes ne semblait pas entrer dans les vues de Maximilien, plutôt disposé à les conserver en quelque sorte dans sa main, principalement la

légion autrichienne à laquelle il paraissait vouloir donner les allures de garde prétorienne. Il avait établi celle-ci à Puebla pour la plus grande joie des prisonniers d'Oajaca, auxquels elle rendit la liberté, et surtout pour garder évidemment la route de Vera-Cruz au cas où il aurait fallu reprendre la route d'Europe. Qui sait si, dans le creuset de ses projets machiavéliques, Maximilien ne comptait pas un jour la ramener en Autriche comme jadis un grand Empereur ramena dans son pays les grenadiers de l'île d'Elbe? Si ce prince manqua de prévoyance envers le Mexique, il ne parut pas toujours et en maintes circonstances, qu'il en manquât pour lui-même!

Cependant cette troupe, soi-disant d'élite, ne mérita pas partout cette haute confiance. Lorsqu'il fallut, plus tard, la faire entrer en opérations contre les dissidents, elle ne montra pas toujours de brillantes qualités militaires. Du reste, peu de temps après son installation à Puebla, les soldats de la légion autrichienne, par leurs brutalités et leurs mauvais traitements à l'égard de la population, s'étaient fait détester. Quand on apprit que les troupes françaises, au contraire très sympathiques et très aimées, allaient quitter la garnison, des émeutes sanglantes et des attaques armées se produisirent contre les Autrichiens qui furent assaillis dans leurs casernes. La répression fut terrible. A ce sujet, il convient de remarquer que lorsque de pareilles mesures de rigueur étaient prises par les Français, les récriminations de Maximilien et de son gouvernement surtout, se produisaient en clameurs acerbes et parfois en contre-mesures absolument inconvenantes, bien qu'elles partissent de très haut.

J'en citerai comme preuve ce qui se produisit quelque temps après les événements de Puebla, à propos de l'exécution d'un certain Romero, bandit de haut vol. Ce personnage exerçait, avec une audace et une cruauté exceptionnelles, le classique métier de chef de guerilles, pillant, massacrant dans la région de Querétaro et de Morelia. Il ter-